

RESUME

Au mois de janvier 2010, après les violents incidents survenus à l'encontre d'étudiants asiatiques immigrés à la South Philadelphia High School, la Commission de Philadelphie sur les relations humaines (Philadelphia Commission on Human Relations ou PCHR) a entamé une série de 11 auditions publiques, organisées sur toute l'année. Ces auditions s'inscrivent dans le cadre de notre mandat spécial destiné à étudier les conflits intercommunautaires et les allégations de discrimination pour cause d'appartenance ethnique, de couleur de peau, de sexe, de préférences sexuelles, d'identité sexuelle, de religion, de nationalité, d'ascendance, d'âge, de handicap, de situation familiale ou de source de revenus. L'objectif de ces auditions était d'obtenir directement des parents, enseignants, étudiants, directeurs d'établissements et autres membres de la communauté des informations sur leur expérience des conflits intercommunautaires dans les écoles publiques de Philadelphie. Les cas de conflits intercommunautaires portés à l'attention de la Commission concernent un large éventail de comportements inéquitables, irrespectueux et agressifs pouvant causer des blessures émotionnelles et physiques et avoir un impact négatif sur la capacité des étudiants à apprendre. Cent trente témoins se sont présentés pour faire part de leur avis et la Commission a également reçu 40 témoignages écrits supplémentaires. Nous avons entrepris cette tâche, car nous estimons qu'apprendre à des étudiants à accepter la diversité est non seulement un impératif social et économique, mais également une obligation morale.

Ces audiences ont mis en lumière les convictions profondes des personnes venues témoigner. La Commission a ainsi appris que les conflits intercommunautaires sont un problème étendu à l'ensemble du District scolaire de Philadelphie, appelant à une solution à l'échelle du système tout entier. Les conflits, tant oraux que physiques, sont récurrents dans de nombreuses écoles. Les témoignages révèlent que, trop souvent, les autorités du District ne prennent pas suffisamment de mesures pour prévenir et résoudre de tels conflits et qu'un accès inégal à l'apprentissage de la langue (qui pourtant est un droit) exacerbe la situation. Nous avons reçu des preuves que la politique de tolérance zéro conduisant à des exclusions automatiques des établissements scolaires sur laquelle les autorités du District s'appuient ne diminue pas les tensions intercommunautaires. Chaque fois que des mesures disciplinaires sont prises, les autorités du District doivent s'assurer qu'elles sont à la fois constructives et proportionnées et non pas seulement punitives. Nous avons appris que les stratégies efficaces et positives telles que la médiation par des pairs, l'encouragement de comportements positifs et la justice réparatrice ne sont pas correctement utilisées ou mises en œuvre.

Les étudiants ont cependant aussi évoqué les efforts positifs et dynamiques qu'ils font, avec l'aide d'adultes qui les encouragent, afin de résoudre les conflits sans violence. On nous a parlé d'écoles dans lesquelles les éducateurs et le personnel s'employaient activement à établir des ponts entre communautés et à donner l'exemple d'un comportement respectueux. Nous avons vu des modèles de programmes communautaires permettant à des jeunes gens de milieux différents de tisser des liens grâce à des sujets d'intérêt partagés.

Cependant, en dépit de ces efforts positifs, les conflits intercommunautaires non résolus sont encore largement présents. La Commission espère néanmoins avec ferveur que ce rapport, et les recommandations qu'il contient, serviront de catalyseur pour encourager les autorités du District à faire de la résolution, du suivi et de la prévention des conflits intercommunautaires l'une de leurs principales priorités. Il est indispensable que les autorités du District agissent pour instaurer un climat de respect et de tolérance dans l'ensemble des écoles de la ville et étendent notre attention à tous les jeunes de Philadelphie.

CONCLUSIONS

CONCLUSION N° 1 Les conflits intercommunautaires sont un problème étendu à l'ensemble des écoles publiques de Philadelphie et gênent les études des jeunes.

CONCLUSION N° 2 Les politiques instaurées par le District ne constituent pas un cadre clair et cohérent de prévention et de résolution des conflits intercommunautaires. De plus, ces politiques ne sont pas mises en œuvre de manière uniforme ni clairement communiquées.

CONCLUSION N° 3 Le District s'appuie sur une politique disciplinaire de tolérance zéro qui s'aliène les étudiants et a un effet inverse à celui recherché sur le climat régnant dans les écoles. Le District n'a pas suffisamment exploité des méthodes plus constructives telles que l'encouragement d'un comportement positif, la médiation par les pairs et des approches de justice réparatrice.

CONCLUSION N° 4 Les politiques et les ressources existantes relatives à l'apprentissage de la langue ne sont pas rendues largement publiques et ne parviennent pas à répondre aux besoins de tous les étudiants et leurs familles ayant légalement droit à des services d'apprentissage de la langue.

CONCLUSION N° 5 Ce sont les étudiants qui sont les agents du changement en matière de réduction des conflits intercommunautaires et de promotion de l'harmonie entre les groupes.

CONCLUSION N° 6 Des éducateurs et des groupes communautaires jettent des ponts entre différents groupes de jeunes et créent des environnements scolaires favorisant la coopération.

CONCLUSION N° 7 Des témoins ont fourni des exemples parlants d'approches destinées à prévenir les conflits intercommunautaires dans les écoles de Philadelphie.

CONCLUSION N° 8 Les témoins ont fait des recommandations importantes sur la façon de résoudre les conflits et de répondre au harcèlement dû à des idées partiales.